

Migrants : le bras de fer se durcit entre le Maroc et l'Espagne

Par Marie Verdier, le 4/6/2021 à 05h19

Le ministère marocain des affaires étrangères accuse l'Espagne de « comploter avec les ennemis du Royaume ». Liée à l'avenir du Sahara occidental, la crise ouverte entre les deux pays se traduit sur le plan migratoire.



« *Attitudes hostiles* », « *stratégies nuisibles* », a fustigé le 31 mai le ministère marocain des affaires étrangères. Le ton n'est plus à la diplomatie entre le Maroc et l'Espagne. Rabat décoche des flèches de plus en plus acerbes à l'adresse de Madrid.

→ À LIRE. Espagne : le chef du Front Polisario devant la justice

Le chef indépendantiste sahraoui Brahim Ghali est rentré chez lui, en Algérie, après sa très discrète hospitalisation le 21 avril dernier en Espagne. Mais son retour n'a en rien calmé la colère du Royaume marocain, le dirigeant du Front Polisario étant qualifié de « *tortionnaire* » et de « *criminel* » par le site marocain *Le 360*, proche du palais : il est reparti libre, sans être inculpé par la justice espagnole, qui l'a auditionné dans le cadre d'une plainte pour tortures et génocide.

→ ANALYSE. En Espagne, la crise migratoire tourne à la crise diplomatique pour Pedro Sanchez

« *Comment savoir que l'Espagne ne complotera pas à nouveau avec les ennemis du Royaume ?* », interroge le

ministère, en rappelant que le Sahara occidental - considéré par le Maroc comme « marocain depuis la nuit des temps » - est une « cause sacrée de l'ensemble du peuple marocain ».

Les migrants, la corde sensible

Pour manifester sa colère, le Maroc avait riposté en jouant de la sensible corde migratoire. Il a laissé passer plus de 8 000 migrants - dont beaucoup de mineurs marocains - franchir la frontière avec l'enclave espagnole de Ceuta dans le nord du Maroc. La Commission européenne s'en est émue. « *La frontière de Ceuta est une frontière européenne et l'UE est solidaire de l'Espagne* », a plaidé Nabil Massrali, porte-parole du service d'action extérieur de la Commission le 1^{er} juin.

Sahara occidental : pourquoi l'Espagne s'oppose-t-elle au Maroc ?

Ce n'est pas la première fois que les migrants sont instrumentalisés par les deux pays. « *À l'aune de la crise actuelle, s'impose une relecture politique de l'afflux de 20 000 migrants aux Canaries l'automne dernier, en pleine rupture du cessez-le-feu au Sahara occidental* », analyse le politologue Isaías Barreñada, de l'université Complutense de Madrid. Le 13 novembre 2020, le Maroc a lancé une opération militaire pour rétablir la circulation entre le Maroc et la Mauritanie, bloquée par des militants du Front Polisario.

Une double urgence pour le Royaume

La crise n'est donc pas migratoire et le Maroc ne remet d'ailleurs pas en cause la politique européenne d'externalisation, se disant toujours « *disposé à collaborer, comme il l'a toujours fait* ».

→ À LIRE. Entre le Maroc et l'Espagne, une crise diplomatique et territoriale

« *En revanche, le Maroc avait l'idée que sa coopération avec l'Union européenne en matière de contrôle des frontières devait être récompensée* », fait valoir Irene Fernandez Molina, politologue à l'université anglaise d'Exeter. « *À ses yeux, Madrid devrait s'aligner sur Donald Trump qui a donné son feu vert à l'annexion du Sahara occidental par le Maroc* » en échange de la normalisation des relations de ce dernier avec Israël.

Il y a une double urgence pour le Royaume. Tout d'abord l'inconnu de la position de l'administration Biden. Et la politique marocaine du fait accompli risque de voler en éclats si le tribunal de l'Union européenne remet en cause - dans les semaines à venir - la légalité des accords commerciaux entre l'UE et le Maroc qui incluent le territoire et les eaux du Sahara occidental.

« *Si le Maroc était contraint de partir, ce serait un tremblement de terre* »

« *95 % de la pêche marocaine provient des eaux sahraouies. Si le Maroc était contraint de partir, ce serait un tremblement de terre* », estime Gilles Devers, l'avocat du Front Polisario à l'origine du recours.

L'Espagne et le Maroc négocient le rapatriement de milliers de mineurs marocains

En 2016, la cour de justice de l'UE avait fait valoir que Maroc et Sahara occidental étaient deux territoires distincts mais l'exigence de consentement préalable du peuple sahraoui avait été contournée pour valider les accords. « *Depuis 2016, le Maroc a perdu beaucoup d'alliés : la Belgique, l'Allemagne, le Portugal ne sont pas, cette fois-ci, venus défendre ces accords* », témoigne Gilles Devers. Des indices qui indiquent, selon lui, que dans cette bataille le Maroc risque de perdre des points.

Marie Verdier